

Mon ministère me désespère... ou le fabuleux non destin du logiciel libre à l'école française



Un billet d'humeur péremptoire et de parti-pris qui n'engage que moi... ^[1]

Il était une fois un professeur qui décida d'écrire une lettre à son Ministre de l'Éducation.

En voici la conclusion : « La thèse défendue ici revient à dire à peu près ceci : en utilisant les logiciels libres, non seulement on effectue des économies spectaculaires pour le matériel, non seulement on se libère des logiques que tentent d'imposer les grandes multinationales de l'informatique, mais, en plus, on se met en relation avec l'un des foyers les plus vivants de la société qui est en train de se créer, celle de l'intelligence distribuée. Cette intelligence distribuée a déjà donné quelques résultats spectaculaires. La recherche scientifique en est l'exemple historique le plus éclatant, mais, plus près de nous, Internet, Linux, la Toile témoignent aussi de la validité du concept. Cette intelligence distribuée, en fait, ne fait que commencer à faire sentir ses effets et ils vont être majeurs. De grandes surprises attendent les instances politiques et commerciales qui ne vont pas bien en saisir les enjeux. Le maillage massif, sur des modes originaux, de centaines et de milliers d'esprits va conduire à de nouvelles formes de territoires, d'identités et donc de réalisations. Le schéma offert ci-dessus, tout en permettant de fonctionner mieux que jamais dans la société d'aujourd'hui, prépare déjà la société de demain. Or, ceci correspond exactement à l'enjeu fondamental d'une

vraie politique de l'éducation. »

Ce professeur c'est Jean-Claude Guédon^[2] et ce « il était une fois » est de rigueur puisque son document fut rédigé en... octobre 1998. Dix ans déjà ! Autant dire une éternité à l'échelle des temps numériques...

Certes Jean-Claude Guédon s'adressait à son propre ministre québécois et non à son homologue français. Certes il y a dix ans le logiciel libre était loin de sa maturité actuelle (et Wikipédia n'existait pas !). Il n'empêche que les arguments avancés étaient pourtant simples à comprendre. Il n'empêche que « gouverner c'est prévoir » et qu'au Ministère de l'Education nationale française, c'est bien simple, **on n'a, durant cette longue période, strictement rien prévu d'envergure en faveur du logiciel libre.**

Nous aurions dû montrer l'exemple et être en tête du mouvement. C'est à peine si on arrive à le suivre lamentablement.

Oh, bien sûr il s'en est passé des choses en dix ans et heureusement ! Il faut dire que l'Éducation Nationale dépasse le million de fonctionnaires qui jouissent tout de même d'une certaine liberté. De très nombreux professeurs ont adopté des logiciels libres. De très nombreux projets libres éducatifs ont vu le jour, il est vrai souvent soutenus localement par des académies (heureusement que le système est un tant soit peu décentralisé soit dit en passant). Mais tout ceci ne s'est fait au départ qu'à la base et à la marge.

Par nature et par culture, je me méfie des décrets et autres directives autoritaires venus d'en haut. Mais on aurait pu et on aurait dû être bien plus courageux et volontariste à la rue de Grenelle vis-à-vis du logiciel libre. On aurait dû encourager et accompagner avec force et conviction l'utilisation massive du logiciel libre à l'école. On aurait dû organiser des plans de migration du propriétaire vers le libre. On aurait dû soutenir réellement tous ces projets libres dont certains s'épuisent ou sont carrément morts de n'avoir pu trouver le temps et l'argent pour se développer.

Comment se fait-il qu'au sein des différents cabinets des ministres qui se sont succédés on n'ait pas remué ne serait-ce que le petit doigt vis-à-vis du logiciel libre ? Il n'y a que deux hypothèses en guise de réponse. Soit ils n'étaient pas au courant. Soit ils étaient au courant mais ont jugé que (tout faire pour) favoriser

l'usage du logiciel libre à l'école n'était pas le bon choix. Soit irresponsables soit coupables en quelque sorte...

Alors voilà. Aujourd'hui on nous annonce que la Gendarmerie Nationale, après avoir fait le choix radical et unilatéral d'OpenOffice.org pour sa suite bureautique, se prépare à migrer tous ces postes clients vers GNU/Linux Ubuntu. De plus en plus de pays déploient ouvertement du Linux dans leurs écoles (le dernier en date : les Philippines). De plus en plus de pays affirment sans ambiguïté que le nouveau système d'exploitation Windows Vista n'est pas bon pour l'école et qu'il convient d'utiliser des formats ouverts (le dernier en date : l'Angleterre).

Et chez nous ?

Rien.

Ah si, j'oubliais. Monsieur Darcos vient d'installer la mission « E-educ » sur les technologies de l'information et de la communication pour l'Enseignement. Extrait du communiqué de presse : « Le ministre va confier à Jean Mounet, président de SYNTEC informatique, une réflexion globale et ambitieuse visant au développement des technologies de l'information et de la communication pour l'Enseignement (TICE) au sein du monde éducatif. Cette mission, d'une durée de trois mois, rassemblera des représentants de l'Éducation nationale et des professionnels du secteur informatique. Les propositions feront l'objet d'un rapport qui sera remis à Xavier Darcos courant avril aux fins d'envisager de nouvelles actions dès la rentrée 2008. »

Pensez-vous que, comme le récent rapport Attali, le logiciel libre soit cité dans la lettre de mission ? Pensez-vous que le logiciel libre soit représenté au sein de la commission ?^[3] Par contre, tiens, tiens, on y trouve non pas un, non pas deux, mais trois membres de la société Microsoft !

Il y a des jours comme cela où l'on se demande vraiment si créer Framasoft et y dépenser tant d'énergie valait vraiment le coup...



Notes

[1] Illustrations : Not a happy end de MiikaS et GHCA's Computer Lab Running Gentoo Linux d'Extra Ketchup sous licence Creative Commons By-Sa.

[2] Fichtre, pas de lien Wikipédia vers Jean-Claude Guédon, il va falloir y remédier !

[3] On nous invite tout de même à nous exprimer sur un forum dédié. Si le cœur vous en dit...